

ROSA Newsletter



RÉSEAU OPÉRATIONNEL DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Numéro 38 | Juillet 2012

AU SOMMAIRE : La position de l'UE lors de la Conférence des Nations unies sur le développement durable de Rio+20 > Agenda > Actualités du réseau

POINTS DE VUE SUR L'ACTUALITÉ



La position de l'UE lors de la Conférence des Nations unies sur le développement durable de Rio+20

La Conférence des Nations unies sur le développement durable s'est tenue du 13 au 22 juin 2012. Elle a marqué le 20^e anniversaire de la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement (CNUED) de Rio de Janeiro et le 10^e anniversaire du Sommet mondial sur le développement durable (SMDD) qui avait eu lieu en 2002 à Johannesburg. Cette conférence avait pour objectif d'évaluer les progrès réalisés, d'identifier les lacunes à combler au niveau de la mise en œuvre et de traiter les nouveaux défis apparus depuis les deux conférences précédentes. Les deux principaux thèmes de Rio+20, à savoir l'économie verte dans le contexte du développement durable et de l'éradication de la pauvreté et le cadre institutionnel du développement durable, étaient considérés comme des moyens d'atteindre les objectifs de la conférence.

Dans cette interview, Nadia Lamhandaz¹ expose la position de l'UE lors de Rio+20 et nous fait part de son point de vue sur les résultats du sommet. Elle souligne les principales avancées des négociations, en particulier sur les questions liées à l'agriculture durable, la sécurité alimentaire et la nutrition. Elle souligne que le document final est moins ambitieux que ce qu'attendait l'UE, mais il offre un certain nombre de perspectives permettant de progresser dans la mise en œuvre au niveau international.

● Quelles étaient les attentes quant aux avancées de la Conférence Rio+20 et quels étaient les points de négociations clés pour l'Union européenne ?

Rio+20 était perçue comme une occasion unique pour renouveler l'engagement politique en matière de développement durable à tous les niveaux. D'emblée, l'UE a réaffirmé son souhait d'un résultat ambitieux à Rio. Elle a souligné la nécessité d'une participation du secteur privé et de la société civile à la conférence. Les principes clés qui devaient guider la préparation du sommet selon l'Union européenne étaient les suivants :

i) la Conférence devait faire progresser la transition globale vers une économie verte, ce qui se traduit par le soutien à la protection de l'environnement, par la contribution à l'éradication de la pauvreté et par la stimulation d'une croissance faible en carbone et économe en ressources ;

Le ROSA est
une initiative de la :



COMMISSION
EUROPÉENNE

¹ Chargée de programme à EuropeAid, au sein de l'unité C2 (Environnement, Changement Climatique, Ressources Naturelles et Eau).

- ii) elle devait travailler à définir des objectifs opérationnels clairs et des actions concrètes au niveau national et international dans le cadre d'un plan concerté en matière de gestion durable de l'énergie, de l'eau, des terres, des écosystèmes, des océans et des ressources, et particulièrement des déchets ;
- iii) elle devait participer à la mise en place d'un cadre institutionnel renforcé du développement durable au niveau international, conférant au PNUE le statut d'agence spécialisée ;
- iv) elle devait enfin faire progresser la définition d'objectifs globaux cohérents en matière de développement durable pour l'après-2015 et garder un œil sur le processus d'examen des objectifs du Millénaire pour le développement.

● **Quelle était la position de l'UE concernant l'agriculture durable, la sécurité alimentaire et la nutrition, et sur quoi ont principalement débouché les négociations ?**

On peut considérer d'une façon générale que la partie sur l'agriculture durable, la sécurité alimentaire et la nutrition était majoritairement dans la droite ligne des attentes de l'UE. Les négociations, bien que longues et difficiles, ont été fructueuses et ont permis d'améliorer ces différents aspects.



Les objectifs et cibles proposés par l'UE ont été intégrés, même si la formulation témoignait parfois d'un engagement moins soutenu. Ainsi, la cible de l'UE concernant l'augmentation de la production agricole et l'essentiel de l'objectif relatif à une importante baisse des pertes post-récolte et des autres pertes et gaspillages à travers l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement alimentaire sont intégrés dans le texte. La référence à la nécessité d'investir dans la gestion foncière garantit une continuité avec l'approche de départ de l'UE qui fait le lien entre terres et sécurité alimentaire. Dans le même ordre d'idée, la déclaration de Rio+20 inclut l'engagement vers un monde à bilan neutre en termes de dégradation des terres.

Parmi les autres éléments très positifs, on note l'accent mis sur les petits exploitants agricoles et plus particulièrement sur les femmes et les individus connaissant des situations de vulnérabilité, ce qui crée un lien fort entre développement durable et éradication de la pauvreté.

Nous regrettons cependant que le texte ne fasse pas clairement référence à la nutrition, même s'il souligne nettement le droit à une alimentation appropriée, ce qui renvoie à l'accès à des aliments sûrs, suffisants et nutritifs.

Il convient également de noter la référence aux Directives volontaires sur le régime foncier et l'investissement responsable. Les autres éléments positifs sont le texte sur la volatilité des prix et la transparence du marché (avec la référence spécifique au Système informatique pour la gestion et le contrôle des marchés agricoles), le système commercial multilatéral (notamment l'OMC) et l'accent mis sur la recherche agricole et la coopération internationale dans ce domaine.

● **Deux années de négociations ont abouti à la déclaration de Rio+20. Quels en sont les principaux résultats concrets et quelles sont les lacunes à combler pour pouvoir exploiter le potentiel du document final ?**

À Rio, nous avons réaffirmé que nous partageons la même planète et la même responsabilité envers les générations futures. Aucune des régions ni aucun des pays présents n'a entièrement réalisé ce qui avait été demandé au départ. C'est également valable pour l'UE. Mais nous avons travaillé tous ensemble à poser un socle commun.

Pour nous, les avancées dans leur ensemble sont modestes. Mais Rio+20 a permis de réaffirmer l'engagement à l'égard des trois dimensions du développement durable et de lancer un certain nombre de travaux importants.

L'une des avancées majeures de Rio+20 est la reconnaissance de l'économie verte en tant qu'outil de mise en œuvre du développement durable. La conférence souligne ainsi l'importance de l'économie, le rôle du secteur privé, le lien entre « vert » et « croissance » et la responsabilité qui revient aux États de mettre en place un environnement favorable au secteur privé, à la création d'emplois verts et à l'innovation.

Les objectifs et les cibles proposés par l'UE dans les cinq secteurs ont été intégrés, bien qu'en des termes moins ambitieux et sans calendrier clairement défini. Plusieurs thèmes ont cependant fait l'objet d'une attention soutenue, suscitant même des engagements à aller plus loin. Cela s'est notamment vérifié dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, de la sécurité alimentaire et de l'agriculture, de l'énergie, des océans, de la production et de la consommation durables et de la protection sociale.

La déclaration de Rio+20 fournit un cadre à l'élaboration de ce qu'on nomme les objectifs de développement durable (ODD). Ces derniers pourront être universellement appliqués et devront couvrir les trois dimensions du développement durable. Il a été décidé que leur élaboration ne devait pas se faire au détriment des objectifs du Millénaire pour le développement. L'UE est d'ores et déjà impliquée dans le travail en cours sur l'agenda de développement post-2015 et assurera cohérence et intégration entre les deux processus.

Concernant les moyens relatifs à la mise en œuvre, la déclaration de Rio+20 reconnaît l'importance des ressources nationales et la nécessité de considérer l'APD dans un contexte plus large de mobilisation financière émanant de différents types de sources, tout en réaffirmant l'engagement vis-à-vis des objectifs à atteindre en matière d'APD. Elle accepte en outre de mettre en place un comité intergouvernemental qui préparera un rapport pour 2014 exposant les différentes options de financement du développement durable afin de faciliter la mobilisation et l'exploitation efficace des ressources.

Un troisième processus intergouvernemental définira la forme et le mandat spécifiques du nouveau Forum politique de haut niveau sur le développement durable, y compris ses liens avec l'ECOSOC. Des travaux ultérieurs seront accomplis pour définir les modalités et les caractéristiques du renforcement du PNUE.

La déclaration de Rio+20 est le résultat d'une longue série de négociations qui ont fait des heureux et un certain nombre de déçus. Du point de vue de l'UE, et même si certaines de nos positions n'ont pas été totalement adoptées, il s'agit d'une étape positive qui va dans la bonne direction. Nous aurions certes aimé constater davantage d'ambition, mais le document final offre de bonnes perspectives pour progresser dans la mise en œuvre au niveau international. L'UE doit désormais tirer profit de ces opportunités pour dessiner et prioriser les types d'actions et de mesures à mettre en place.

Aux avancées inscrites dans la déclaration de Rio+20 viennent s'ajouter un certain nombre d'initiatives volontaires décidées lors du sommet et qui constituent d'importants moteurs pour l'avenir du développement durable. En outre, on a pu constater la nette implication de la société civile et du secteur privé à travers les résultats des *Dialogue Days* et des leaders du milieu scientifique et des affaires ont formulé des recommandations très proches des positions défendues par l'Union européenne autour de la table des négociations.

La déclaration de Rio+20 contient un grand nombre d'éléments nécessaires au changement. Il y a nécessité de consolider ses points forts en mobilisant les efforts nationaux et internationaux, y compris ceux de la société civile et des parties prenantes au sens large. Le défi que nous avons désormais tous à relever consiste à exploiter le potentiel du document final dans son intégralité et à veiller à ce que Rio+20 se concrétise par de vraies actions pour le développement durable, pour une économie verte inclusive et pour l'éradication de la pauvreté.



Événements à venir

15-17 octobre : 16ème conférence annuelle organisée par Chatham House - Londres (Royaume-Uni) [>>>](#)

15-20 octobre : 38ème session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) - Rome (Italie)

16-17 octobre : Journées Européennes du Développement « Pour une croissance inclusive et durable » - Bruxelles (Belgique) [>>>](#)

29 octobre-1er novembre : Conférence mondiale sur la recherche agricole pour le développement (GCARD) - Punta del Este (Uruguay) [>>>](#)

Décembre : 28ème Réunion annuelle du Réseau de Prévention des Crises Alimentaires (RPCA) au Sahel et en Afrique de l'Ouest - Ouagadougou (Burkina Faso)

Pour plus d'information : [Événements à venir](#)

Événements passés

● **Conférence « L'aide à la nutrition : Où en est-on ? » (Paris, juillet 2012)** : A l'occasion du lancement de son nouveau rapport, l'ONG ACF a organisé une conférence-débat sur les financements dédiés à la lutte contre la malnutrition. Cette rencontre a été l'occasion de discuter des solutions permettant d'augmenter et d'adapter les financements des interventions en nutrition et améliorer leur suivi. Des représentants de la société civile, du gouvernement français, d'organisations internationales et des experts y ont participé. Les vidéos de différents intervenants du panel sont disponibles en ligne. D'autres événements sont prévus dans les mois à venir pour discuter des conclusions et recommandations du rapport. En septembre prochain, le rapport sera discuté dans la Chambre du Parlement (*Houses of Parliament*) à Londres avec le soutien du Groupe parlementaire sur la dette, l'aide et le commerce. [>>>](#)

● **Evolutions en cours au sein du Mouvement SUN (Mai - septembre 2012)** : En avril dernier, le secrétaire général des Nations unies a nommé un groupe principal du Mouvement SUN. Il s'agit d'un groupe de haut niveau et multi-parties prenantes constitué de 27 leaders qui se sont engagés à participer au développement des pays en renforçant la nutrition. L'une des premières tâches de ce groupe consiste à mettre au point une stratégie pour le Mouvement SUN qui aboutira à la révision de sa feuille de route, établie en 2010. Cette nouvelle stratégie, qui sera rendue publique lors de la réunion du groupe principal en septembre 2012, est mise au point en collaboration avec les points focaux des pays SUN, les réseaux de parties prenantes et le secrétariat du Mouvement SUN. Elle soulignera les moyens qu'a le Mouvement de soutenir les pays dans leur démarche de renforcement de la nutrition. [>>>](#)

Nouvelles de la Commission

● **JED 2012 : pour une croissance inclusive et durable** : Les Journées européennes du développement (JED) sont co-organisées par la Commission européenne et la Présidence du Conseil de l'Union européenne. L'édition 2012 se tiendra à Bruxelles les 16 et 17 octobre. Le thème principal portera sur la croissance inclusive et durable. Cette édition s'intéressera aux trois sous-thèmes que sont (1) l'implication du secteur privé, (2) l'autonomisation des populations pour une croissance inclusive et (3) le développement, l'agriculture et la sécurité alimentaire. Ces thèmes ont été choisis en fonction des priorités identifiées dans le [Programme pour le changement](#) de la Commission publié en octobre 2011. Il sera possible de visionner en direct toutes les sessions qui auront lieu. On pourra en outre consulter les vidéos et les événements marquants sur Internet une fois les JED 2012 terminées. [>>>](#)

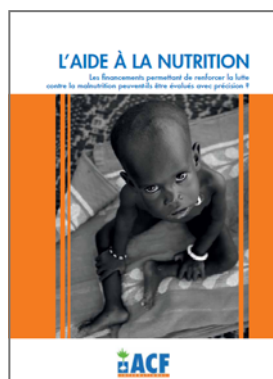
● **Consultation publique de l'UE : Vers un cadre de développement pour l'après-2015** : L'agenda post-objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) fait l'objet de discussions dans de nombreux milieux. Le nombre d'ateliers et de publications récentes confirme l'intérêt croissant pour cette question. L'UE est impliquée dans ce débat¹. La Commission, en collaboration avec le SEAE, prépare actuellement une contribution initiale de l'UE aux discussions internationales à venir et définit les principes de la position de l'UE concernant un cadre post-2015. Cette consultation publique est disponible sur le site Internet de la Commission. Mise en place du 15/06/2012 au 15/09/2012, elle est ouverte à toute partie prenante intéressée. [>>>](#)
Les contributions sont à envoyer à l'adresse suivante : EuropeAid-POST-2015-CONSULTATION@ec.europa.eu

² Parallèlement, le Rapport européen sur le développement 2013 s'intéressera à certains des principaux défis qui vont se présenter ces 15 prochaines années et réfléchira à la façon dont la communauté internationale peut contribuer à les relever, y compris à travers un potentiel cadre de développement post-



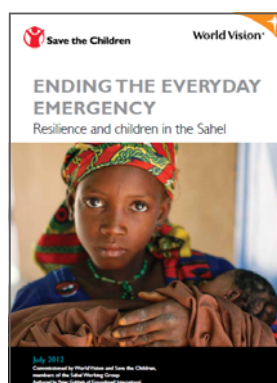
Nouvelles ressources en ligne

Nutrition



● **L'aide à la nutrition. Les financements permettant de renforcer la lutte contre la malnutrition peuvent-ils être évalués avec précision ?**, ACF International – **Juillet 2012** : L'étude se penche sur les financements dédiés à la lutte contre la malnutrition et octroyés par les principaux bailleurs de fonds bilatéraux, multilatéraux et privés entre 2005 et 2009. En s'appuyant sur la base de données du SNPC de l'OCDE, elle analyse la transparence, l'ampleur et la qualité de l'aide à la nutrition. Le rapport tente de répondre à plusieurs questions concernant les investissements destinés à renforcer les actions en matière de nutrition : Des sommes suffisantes sont-elles investies dans des interventions pertinentes pour lutter contre la malnutrition ? Y-a-t-il assez d'investissement dans la lutte contre la malnutrition, en particulier dans les interventions directes ? Ce financement atteint-il ceux qui sont les plus affectés par la malnutrition ? Le rapport formule des recommandations sur les interventions permettant de lutter efficacement contre la malnutrition. [>>>](#)

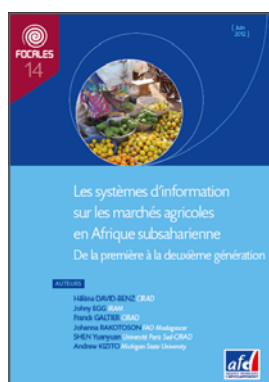
Transferts sociaux et nutrition



● **Mettre un terme à l'urgence quotidienne. Résilience et enfance au Sahel (titre traduit)**, Save the Children et World Vision – **Juillet 2012** : Ce rapport a pour objectif d'évaluer les progrès accomplis, les enseignements tirés et les défis en matière de développement de la résilience au Sahel, et met tout particulièrement l'accent sur les effets sur la malnutrition infantile. Il s'appuie sur des interviews directes essentiellement réalisées au Burkina Faso et au Niger avec des professionnels travaillant dans des ONG d'urgence et de développement, des chercheurs, des représentants de donateurs de la Commission européenne et de l'Agence pour le développement international des Etats Unis (USAID), des responsables gouvernementaux et des agences des Nations unies. **Publication en anglais** [>>>](#)

● **Une opportunité pour grandir. Comment la protection sociale peut aider à lutter contre la malnutrition infantile et développer les perspectives économiques (titre traduit)**, Save the Children – **Juin 2012** : Ce rapport souligne le rôle des transferts sociaux dans l'amélioration de la nutrition. Il expose la façon dont les programmes de transferts monétaires, de nourriture et d'actifs – parfois en échange d'une participation à un travail ou à d'autres activités – jouent un rôle clé dans la protection des familles les plus démunies, notamment en période de choc économique. Ces programmes peuvent en outre aider les familles vulnérables à la malnutrition à avoir accès à un régime nutritif et diversifié pour leurs enfants et à améliorer leur capacité à faire face aux crises. **Publication en anglais** [>>>](#)

Systèmes d'information



● **Les systèmes d'information sur les marchés agricoles en Afrique subsaharienne. De la première à la deuxième génération**, AFD – **Juin 2012** : Dans les années 2000, de nombreuses innovations ont été introduites dans les SIM (développés dans les années 80), en grande partie grâce aux nouvelles technologies de l'information. Cette seconde génération de SIM est-elle en mesure de pallier les faiblesses de la première génération ? Les innovations apportées ont-elles permis d'améliorer l'efficacité de ces outils ? Ont-elles permis de mieux prendre en compte la situation et la dynamique des marchés dans l'élaboration, la mise en place et le suivi des politiques publiques ? Autant de questions auxquelles tentent de répondre les auteurs en dressant un inventaire des innovations mises en place. En s'appuyant sur une enquête menée auprès d'une trentaine de SIM et un examen approfondi de quelques SIM africains, cette étude analyse l'intérêt et les limites de ces innovations pour dépasser les faiblesses de la première génération de SIM. [>>>](#)

Autres thématiques

- **Hausse des prix et sécurité alimentaire mondiale. Les ruptures nécessaires, Benoît Daviron, Perspective n° 15 - Avril 2012** : Publié dans la série de *policy briefs* du Cirad, cet article revient sur les flambées des prix alimentaires. L'auteur souligne la nécessité d'analyser les évolutions récentes sur les marchés internationaux dans une perspective plus large que la seule volatilité. Une volatilité inhérente aux produits agricoles existe. Mais depuis 2005, se dessine une tendance persistante à la hausse, ce qui entraîne à la fois une montée tendancielle des prix et un accroissement de la volatilité. [>>>](#)

Liens et ressources externes

- **Nouvelle version de l'outil d'analyse des prix alimentaires – Juin 2012** : Le Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture (SMIAR) a lancé la nouvelle version améliorée de son outil de données et d'analyse des prix alimentaires, à présent doté d'une interface plus conviviale, d'un moteur de recherche plus rapide et de fonctionnalités d'analyse améliorées. Ces données proviennent essentiellement de sources officielles nationales. La FAO a développé cet outil pour répondre au besoin d'informations plus complètes sur les prix, suite à la forte hausse du cours des denrées alimentaires en 2008. Ce site Internet fournit également des informations actualisées sur la situation des pays en développement en matière de sécurité alimentaire, informations qui portent entre autres sur la saison agricole en cours et sur les perspectives de récolte. www.fao.org/giews/pricetool



- **Rapport sur le développement humain en Afrique – 2012. Vers une sécurité alimentaire durable, PNUD – Mai 2012** : La Commission de l'Union africaine s'est associée au Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) afin de rédiger le premier Rapport sur le développement humain en Afrique. Ce rapport est centré autour de la façon dont ce continent peut améliorer la sécurité alimentaire des populations en mettant en œuvre des politiques de développement national afin d'accroître la productivité agricole des petits exploitants, d'améliorer la nutrition chez les femmes et les enfants, de bâtir des communautés et des ménages résilients et de donner davantage d'autonomie aux femmes et aux ruraux pauvres.

Lire le rapport complet : <http://www.afhdr.org/the-report/>.

Lire le résumé en [français](#) et en [anglais](#)

- **Approches innovantes en matière de genre et de sécurité alimentaire (texte traduit) – Insights, numéro 82 – 2012** : Ce numéro d'Insights montre comment les politiques et les pratiques de développement peuvent améliorer la sécurité alimentaire tout en contribuant à l'autonomisation des femmes. Elles peuvent mettre l'accent sur le rôle essentiel des femmes en tant que productrices de nourriture, consommatrices et soutiens de famille, tout en transformant les inégalités hommes-femmes au sein des ménages et des communautés. [>>>](#)

Contacts :

EuropeAid-ROSA@ec.europa.eu
animation@reseau-rosa.eu

Ce bulletin est rédigé par l'équipe du Gret, chargée de l'animation du ROSA.

Le réseau est une initiative d'EuropeAid C1 (Développement rural, sécurité alimentaire et nutrition) en collaboration avec EuropeAid R7 (Formation, gestion des connaissances, communication interne, documentation).

Les points de vue exposés ne représentent en aucun cas le point de vue officiel de la Commission Européenne.

Crédits photo : Commission Européenne/EuropeAid